

Des modes domestiques aux modes salariés :
cycles de prolétarisation
et proto-prolétarisation féminine
Réflexions à partir d'exemples africains

Jean COPANS

*Maître de Conférences EHESS, directeur du CREDU, Mandeleo House, PO Box 58480,
Nairobi — Kenya*

RÉSUMÉ

Revenant sur nos analyses précédentes de la prolétarisation, nous pensons qu'il faudrait, dans le cas africain du moins, accorder une plus grande attention au rôle des femmes et des modes de production dits domestiques. Après avoir noté l'existence de cycles de prolétarisation, nous proposons l'hypothèse d'une proto-prolétarisation des femmes, mouvement à la fois synchronique et diachronique. Cette perspective implique une conception politique de l'exploitation et de la production, une prise en considération de l'économie mondiale et de l'État-Nation.

MOTS-CLÉS : Afrique Noire — État — Femmes — Mode de production domestique — Prolétarisation — Proto-prolétarisation — Reproduction.

ABSTRACT

*From the domestic modes of production to wage earning :
cycles of proletarianization and female proto-proletarianization.
Reflections made from African cases*

Following our first reflections concerning proletarianization, we have come to think that we must consider more closely, at least in African societies, the role of women and of so-called domestic modes of production. We have noted the existence of proletarianization development cycles and from there we put forward the hypothesis of a proto-proletarianization of women within the domestic mode of production. It is both a synchronic and a diachronic phenomenon. This hypothesis fits into a more global perspective which relates to the evolution of world economy and the nature of the African nation-state. We take a political perspective of exploitation and submission processes and take into account "class" consciousness and action within the domestic, the informal and the proletarian sector.

KEY WORDS : Black Africa — Domestic mode of production — Proletarianization — Proto-proletarianization — Reproduction — State — Women.

Nous commençons ce chapitre en adoptant un point de vue agnostique qui admet l'existence d'une diversité de classes ouvrières dans le Tiers-Monde ; elles sont divisées par des critères de région, de genre, de race, d'âge, de secteur d'emploi, de religion.

Ronaldo MUNCK
(1986 : 166-169)

Si tout le peuple... s'occupait au travail des terres pendant le temps qu'elles demandent à être cultivées, et que tout ce peuple s'occupât aux manufactures durant les mortes saisons, il arriverait que tout le peuple vivrait à l'aise et qu'on soutiendrait à la fois les fabriques et l'agriculture.

de GENSENNE
cité par P. LÉON
(1970 : 652-653)

*Ils vivent dans des taudis sans fenêtres
et moissonnent pour les propriétaires
qui vivent dans des palaces*

*Leur sueur coule comme de l'or
pour ceux qui ont des usines de cigares en
Europe*

*Lorsqu'ils demandent leur part des profits
Les économistes réajustent leur cravate
et leur envoi des préservatifs*

W. S. RENDRA
« Le chant des condors » (1)

Les originalités des classes ouvrières africaines sont maintenant reconnues, que ce soit au niveau de la prolétarianisation, des mécanismes de reproduction, des relations avec le secteur informel, etc. (COPANS, 1981 ; 1986 a ; AGIER, COPANS, MORICE, 1987). Évidemment cette constatation suscite un débat encore plus large et d'une certaine façon insurmontable sur la nature même des capitalismes du centre et de la périphérie et sur l'histoire de leur développement.

Cependant cette remise en cause, aussi bien empirique qu'idéologique, des idées reçues développementalistes ou néo-marxistes ne s'accompagne d'aucune théorisation nouvelle. Sous des formes plus subtiles les chercheurs utilisent toujours des variantes, historicisées certes, des théories de l'articulation des modes de production ou de la reproduction par le mode de production domestique. Les formes de mise au travail, l'histoire de leur genèse sont de mieux en mieux documentées : la « paysannisation » (ou en d'autres termes la prolétarianisation rurale), les mécanismes migratoires, le secteur informel, les classes ouvrières, le travail féminin sont devenus des domaines spécialisés de recherche et de réflexion (2).

Pourtant il manque une perspective transversale à toutes ces formes de mise au travail. Une perspective transversale qui ne soit ni une synthèse encyclopédique ni une théorisation abstraite a priori comme l'anthropologie marxiste des années 1960-70 (COPANS 1986 b et c). En effet, les relations de causalité dans l'étude de la prolétarianisation se ramènent trop souvent à des schémas dualistes, inconscients probablement, car personne n'aime à se faire traiter de fonctionnaliste. C'est ainsi que les couples : secteurs non salariés et salariat, travail des femmes rurales et emplois urbains ou encore migration et mutations dans l'organisation du travail agricole sont presque des *lieux communs* de la recherche de terrain. Nous sommes encore loin de pouvoir appréhender le Tiers-Monde et le mode de production capitaliste mondial dans leur ensemble. L'exercice africaniste auquel nous allons nous livrer est donc bien entendu partiel et partial. Sans présenter d'unité continentale, l'Afrique Noire reste le terrain comparatif de première grandeur d'une prolétarianisation récente et multiforme. Et notre Afrique Noire inclut l'Afrique du Sud.

Les logiques de la prolétarianisation

Mes réflexions précédentes portaient sur la prolétarianisation conçue comme une espèce de révolution permanente où salariat et non-salariat, lieux de production et lieux de reproduction s'articulaient et se remplaçaient à travers le temps et l'espace. Outre l'indétermination finale de ce processus (ma « théorie » n'était-elle pas une espèce de pirouette intellectuelle ?) ce sont les déterminations du « coût » de la force de travail qui sollicitaient mon attention. J'en revenais insensiblement à l'étude du prolétariat et du salariat, qui étaient l'un des objets d'une anthropologie industrielle (Travail, Industries et Classes ouvrières, 1986). Certes la reproduction sociale et culturelle et le rôle de l'État élargissaient la thématique de notre recherche mais dans le cas africain il était peut-être prématuré au plan théorique de commencer par la fin. Car les débuts sont encore très mal connus et j'ai l'impression qu'en nous concentrant sur les sociétés urbaines (de l'Afrique occidentale notamment) nous avons oublié ou écarté l'existence d'autres dynamiques dont les formes paraissent bien anciennes mais qui sont de grosses machines encore actuelles de prolétarianisation régionale et nationale (3).

C'est pourquoi le lecteur trouvera ici des idées ou des impressions qui semblent s'écarter des recherches auxquelles nous nous identifions jusque-là mais qui devraient être prises en considération avant de poursuivre notre quête d'une culture ouvrière.

La problématique de la sous-estimation du coût de la force de travail, du travail « gratuit » également, donne un petit goût téléologique à la prolétarianisation, qu'on le veuille ou non. Ça va dans le (bon ou mauvais) sens de l'histoire. Ça ne marche qu'au moyen d'articulations asymétriques, de dépendances réciproques, d'une domination de la sphère de la circulation sur celle de la production (COPANS, 1986 a : 21). Le tableau doit changer si on introduit toutes les formes conjointes et contemporaines d'exploitation *des* forces de travail. Il s'agit de rééquilibrer la vision dangereusement dichotomique des liens entre production et reproduction. Par ailleurs nous accordons une grande place à la nature de l'État et des luttes de classe dont il est à la fois l'enjeu et l'acteur (COPANS, 1986 a : 25-26). C'est pourquoi il faut examiner de plus près non seulement les effets directs mais aussi les effets indirects des politiques étatiques sur les processus de prolétarianisation, sur les modalités d'exploitation de la force de travail, sur le contrôle des différents groupes de travailleurs *et* de travailleuses. L'État ne peut intervenir simultanément dans tous ces mécanismes : beaucoup de décisions politiques sont biaisées et mal calculées, les effets involontaires nombreux. L'absence d'une société de classe organique (COPANS, 1986 a : 25-26) assigne à l'État un rôle original de gestion plus politique qu'économique et sociale (BATES, 1986).

Mais il faut voir encore un peu plus loin dans les profondeurs des processus de production et de reproduction, de prolétarianisation. Il existe d'abord une multiplicité de chaînes d'exploitation de la force de travail (A. MARIE, 1981), de mécanismes « en boucle » (M. COWEN, 1981). Il y a enfin une cause plus décisive, repérée depuis longtemps, mais dont on commence seulement à mesurer tout le poids et à théoriser l'existence : ce sont les effets en retour de la prolétarianisation féminine. La salarisation, la stabilisation salariale joue en retour sur les fameux modes de formation et de reproduction des catégories sociales urbaines prolétarianisées. Il se développe un processus de proto- ou para-prolétarianisation au sein même des modes de production « domestique ». Ce processus à la fois aggrave, déplace et détourne la prolétarianisation proprement prolétarianienne et masculine. Le rythme de ce processus est très lent, ses formes sont les plus contradictoires car elles sont liées à des réalités micro-sociologiques de faible

amplitude écologique et démographique (4). Il était trop facile de mettre tous les prolétaires dans le même panier car ces mécanismes parfois invisibles et, en tout état de cause au second degré aujourd'hui, risquent de devenir demain des mécanismes déterminants de première grandeur. Je pense par exemple au cas du Kenya ou de l'Afrique du Sud.

Au Kenya la référence rurale des migrants urbains est un fait avéré (JOHNSON and WHITELAW, 1974; OUCHO and MUKRAS, 1983; TORTENSEN, 1986). La prolétarianisation urbaine est provisoire, la migration est oscillatoire. C'est dire que la production agricole vit toutes les contradictions sociales de l'évolution du Kenya, *et rural et urbain*. La pauvreté urbaine malgré son importance renvoie à une absence de référent rural, objet pourtant de tous ces efforts salariés et urbains. La paysannisation de l'économie des colons explique cette dynamique d'une prolétarianisation à rebours, partie des campagnes vers les campagnes puis vers les villes et maintenant survivant dans un aller et retour permanent. Car entre-temps une expansion démographique sans précédent, un manque tragique de terres (5) a transformé cette relation théoriquement complémentaire en un cercle vicieux. Et si une certaine paysannisation et redistribution des terres a pu résoudre les revendications profondes du mouvement Mau-Mau dans les années 1950 et 1960, l'absence de mouvement politique rural comme l'absence de solution foncière raisonnable à moyen terme font de la conjoncture actuelle une véritable bombe à retardement (voir CHEGE, 1986).

Quant à l'Afrique du Sud, elle est le cas parfait d'une soi-disant articulation des modes de production. Articulation imposée grâce à une violence extrême, une articulation fort efficace pendant un demi-siècle mais qui connaît aujourd'hui une crise irrémédiable et destructrice. Toute l'histoire de l'Afrique du Sud jusqu'au début des années 1970 est celle de la logique d'une disjonction totale entre lieux de production et lieux de reproduction. La stratégie du « Grand Apartheid » visait en quelque sorte, dans une vision totalitaire de la ségrégation absolue, à soumettre politiquement la classe ouvrière noire et à « l'expulser » d'Afrique du Sud grâce à la création des Bantoustans, à la fois réserves agraires, réservoirs de main-d'œuvre et camps de concentration. L'extrême disjonction entre population et reproduction, le coût excessif de cette politique pour l'État sud-africain et l'absence de ressources agricoles noires reproductibles à grande échelle ont débouché sur une crise où s'élabore enfin un véritable mouvement social noir (et métis et même blanc). L'impossibilité économique et sociale de reproduire l'ensemble du système de l'apartheid ou d'assurer une reproduction autonome et séparée de chacune des deux grandes composantes noires (la production agricole noire des homelands et bantoustans/les classes urbaines et industrielles noires) n'a pas encore provoqué de changement politique. La « réforme » blanche se fait attendre. Mais il faut s'inquiéter tout autant de l'absence de perspective sérieuse sur ce point précis chez les différentes composantes du mouvement social d'opposition (COPANS, 1986 d).

Cette introduction du politique et de la conscience de classe au sein de notre problématique n'est pas une clause de style idéologique. Cette dimension fait partie intégrante de l'emballage de la prolétarianisation urbaine en Afrique Noire (SANDBROOK, 1982; STREN, 1985, 1986) comme de la crise alimentaire (BATES, 1983; COPANS, 1986 e). C'est la faiblesse des luttes politiques « populaires », y compris au sein des modes de production domestique, qui explique à la fois la marginalisation des producteurs et la puissance des mécanismes de dépossession et d'expropriation politique aux mains de l'État (6). Les luttes salariales sont économistes, au mieux elles s'identifient au populisme ambiant. Ce populisme, produit du paternalisme et du clientélisme d'une part, de la paupérisation matérielle et culturelle de l'autre, est l'apanage de tous les milieux sociaux y compris informels et domestiques. Quant aux producteurs et productrices

agricoles ils doivent suivre les canaux obligés des marchés d'État, des administrations centralisées et des partis uniques, qui se renforcent mutuellement.

Mais le lieu décisif des contradictions sociales et politiques de la prolétarianisation est peut-être à rechercher dans le mode « domestique », dans la sphère féminine de la reproduction mais aussi et surtout de la *production*. L'exploitation du travail des femmes s'est transformée en sur-exploitation. Des formes inédites, nouvelles et *supplémentaires* d'exploitation sont apparues, induites et reproduites par le mouvement général de prolétarianisation qui affecte l'ensemble de la société. Ce sont des formes doubles, déterminées à la fois par la dépendance généralisée du sexe féminin (Women and work in Africa, 1982; African women South of the Sahara, 1984) à la charge idéologique marquée et par une surexploitation rampante que commence à susciter la longue durée de la prolétarianisation. L'expropriation politique ici est totale puisque, avant de désigner le responsable apparent de cette dernière (l'économie mondiale, l'État...), elles doivent s'en prendre aux pères, aux mères, aux maris, aux frères...

L'accommodement avec des formes particulières, qui leur sont propres, de prolétarianisation est très limité. Des alternatives familiales et domestiques existent bien mais elles restent, nous semble-t-il, fondées sur des stratégies d'évitement de la prolétarianisation, de sortie même du salariat encore largement masculines. Les mouvements de femmes africaines évitent toute autonomie de décision féminine et confortent dans les faits cette double exploitation des femmes (voir pour le Kenya, MÉDARD, 1983).

La prolétarianisation est un processus bien plus complexe que nous ne le pensions. On ne peut le comprendre que comme une relation (une articulation ?) d'au moins deux séries de phénomènes, interagissant dialectiquement selon les particularités locales et nationales : d'une part un mouvement de dépossession généralisée, enclenché par l'économie marchande, capitaliste (et éventuellement salariale), surveillé plus que véritablement contrôlé par l'État et de l'autre une évolution plus intime et discrète, interne au premier, mais qui retarde sur sa dynamique, entre les diverses formes d'exploitation. Un premier regard met l'accent sur la surexploitation des femmes (et probablement des enfants) au sein de ce qui peut apparaître comme une surprolétarianisation. Mais par définition la prolétarianisation est multiforme, aussi ce terme paraît-il impropre. De plus le caractère second de ce phénomène, parce que provoqué quasi généralement par la prolétarianisation et en « retard » historiquement sur sa genèse, nous conduit à employer faute d'un meilleur terme, celui de proto-prolétarianisation (7).

Les cycles de prolétarianisation et la place des femmes

Avez-vous terminé vos travaux agricoles ? Non, non ! Ne savez-vous pas que je suis marié ? Croyez-vous qu'un Européen engage un noir pour faire son travail et puis le fasse lui-même ?

Cité par S. STICHTER
(1977 : 3)

La seule différence entre moi, une femme mariée et elle, une prostituée, c'est que je le fais avec un seul homme pour la nourriture et le loyer et qu'elle le fait avec beaucoup d'hommes contre un paiement direct.

Femme kenyenne citée par
N. NELSON (1979 : 300)

Avant d'aller plus avant il convient de rappeler tout de même l'importance de certaines déterminations de l'économie mondiale. Ainsi Claude COURLET (1985) démontre statistiquement l'expansion du salariat à l'échelle des pays semi-industrialisés. Quant à Alain LIPIETZ (1985) en nous décrivant les crises du fordisme périphérique et les modalités d'une espèce de « sous-fordisme » (8), il

nous explique que les modes d'opération fordistes «dérivent d'un procès d'expropriation et de systématisation du savoir-faire ouvrier préalablement existant» (1985 : 57). En effet un paysan qui devient ouvrier se prolétarise mais ne se «déqualifie» pas. C'est pourquoi la surexploitation féminine passe également par ce processus, celui d'une intégration directe à des formes d'exploitation capitaliste. Nous introduisons ces réflexions par précaution méthodologique, pour signaler que la proto-prolétarisation féminine (telle que nous l'avons suggérée et telle que nous allons la décrire ci-après) n'interdit nullement une prolétarisation en bonne et due forme. Mais pour des raisons liées à la fois aux logiques de la délocalisation internationale, et aux caractéristiques sociales de la dépendance féminine, l'Afrique Noire participe encore très marginalement de ce mouvement.

Plusieurs études dans *Women, Men and the International Division of Labour* (1983) insistent sur les poids des traditions patriarcales dans les relations domestiques et familiales comme condition nécessaire à la salarisation dans le cadre de la multinationalisation industrielle. Ce mouvement va plus loin puisque le travail à domicile, un néo «putting-out» système en quelque sorte, est souvent fondé, dans les branches les plus développées technologiquement, sur ce travail féminin (voir le cas de la fameuse Silicon Valley aux USA). Comme le note R.W. CONNELL (1984) l'un des trois mouvements mis en branle par le développement capitaliste est la réélaboration des relations de sexe, de l'organisation familiale, ce qui accroît la subordination des femmes et la soumission du travail domestique au capitalisme.

Cette perspective qui pourrait relancer la discussion sur les modalités de la soumission formelle ou réelle du travail au Capital est pourtant moins mécaniste qu'il ne le paraît. CONNELL (1984 : 434) souligne que les hiérarchies sociales préexistantes (notamment de sexe ou d'ethnie) peuvent accélérer ou *freiner* la prolétarisation. L'histoire n'est pas donnée une fois pour toutes. Il existe des cycles de prolétarisation qui peuvent déboucher sur des formes différenciées d'exploitation et de surexploitation, notamment féminines.

Dans un article récent, Cl. MEILLASSOUX (1986) décrit les mécanismes qui conduisent à la création d'une «surpopulation relative». Le blocage de l'agriculture vivrière (faute d'un accroissement de productivité) encourage l'émigration vers les villes. Il existe trois prolétariats : les travailleurs intégrés, les travailleurs migrants (au retour périodique chez eux) et les travailleurs déracinés. «Cette dernière fraction, croissante en nombre et ne trouvant à s'employer qu'occasionnellement et partiellement, (...) apparaît concrètement comme une *sur-population*» (1986 : 89). Paradoxalement MEILLASSOUX abandonne complètement son mode de production domestique alors que ce dernier lui aurait permis de trouver le chemin de la surexploitation féminine qui assure, disons-le schématiquement, la reproduction d'une fraction de cette «sur-population» (les secteurs dits informels et le vol sont deux des autres moyens).

Comment fonctionnent concrètement ces cycles de prolétarisation ? Tout d'abord, comme le note S. STICHTER, rien ne prouve que le travail migrant soit transitionnel, il peut durer longtemps (1982 : 93). A. SPIEGEL (1980) nous offre une excellente démonstration à propos du Lesotho. Un cycle de développement peut donner naissance à des catégories cycliques qui ne sont pas forcément des fractions de classe. La reproduction d'un prolétariat «régional» passe par toute une série de phases qui sont tout autant de types *provisoires* (mais *reproductibles*) de prolétarisation. «La différenciation rurale peut être décrite sur la base des sommes d'origine salariale reçues par les groupes domestiques ainsi que sur le rapport de ces derniers à la terre. Je distingue donc les groupes qui ont un accès direct ou non aux revenus salariaux de ceux qui ont des terres cultivables ou non. *Mais chacune de ces distinctions est liée à la phase que chaque groupe domestique a atteint dans son cycle de développement*» (SPIEGEL, 1908 : 117 ; souligné par nous J.C.). Il peut donc y avoir une montée et un déclin des groupes domestiques (9)

qui passe par la construction des cases, puis des concessions, la dot, les cadeaux et l'entretien familial, l'investissement agricole puis artisanal. La diminution des ressources peut conduire à son tour à une salarisation directe du groupe domestique. W. BEINART (1980) dans une étude sur le Pondoland explique comment le réinvestissement total des salaires dans l'économie rurale accroît la migration (de 10 000 personnes en moyenne en 1910 à plus de 30 000 dans les années 1930) ce qui a pour résultat de donner de plus en plus de responsabilités aux femmes seules, chefs de fait des groupes domestiques mais qui n'ont plus les moyens d'entretenir la sphère domestique. Les migrations durent donc de plus en plus longtemps jusqu'à la paupérisation totale d'une part et la prolétarianisation conséquente de l'autre.

Certes l'Afrique du Sud peut sembler un cas trop particulier. Je pense toutefois qu'il présente un caractère *typique*. Mais on peut citer un exemple plus familier, celui des Bédi étudiés par J. T. HENN (1978, 1985). Après avoir rappelé qu'au XIX^e siècle les femmes travaillaient 46 h par semaine, les hommes 20 h et les aînés 5 h, l'économiste décrit l'évolution du salaire urbain moyen entre 1964 et 1974. En 1964, le salaire urbain assurait l'entretien du salarié et d'un dépendant ; en 1974, le coût d'un tel entretien est de 30 % supérieur au salaire urbain. La conséquence de cette paupérisation urbaine relative est une mise en cause de la production vivrière et des potentialités agricoles (la femme ne peut plus louer des travailleurs occasionnels par exemple). La dépendance de la femme s'accroît et la reproduction du groupe domestique est mise en péril (10).

Un coup d'œil rapide à la littérature portant sur les femmes africaines et le travail permet de repérer trois problèmes significatifs :

a) Le travail agricole

Pour K. HART l'avenir de l'agriculture africaine est un avenir masculin (1982 : 144). Les femmes sont reléguées au rôle de main-d'œuvre à bon marché ou à une force de travail domestique indifférenciée. L'étude plus précise d'une série de sociétés conduit à nuancer cette appréciation ou du moins à la moduler (J. T. HENN, 1984 ; J. GUYER, 1984). Ainsi il ne faut pas confondre la division sexuelle *du contrôle de la production* et la division sexuelle du travail lui-même (LEWIS, 1984 : 172) : l'agriculture de subsistance peut être profitable aux femmes. Cela dit les statistiques disponibles semblent indiquer qu'un tiers des groupes domestiques ruraux sont dirigés par des femmes. Même si les femmes emploient des hommes pour les travaux masculins et des femmes pour les travaux qu'elles pourraient assurer elles-mêmes, il n'en reste pas moins vrai qu'au niveau du contrôle foncier les femmes « indépendantes » sont peu nombreuses (5 %) (FELDMAN, 1985). Mais la finalité de la dépendance féminine est-elle la production ? L. WHITE (1984 : 59) pense au contraire que « le mariage polygame colonial et post-colonial est un reflet de l'enrichissement des hommes et non de l'utilité des femmes dans l'agriculture rurale ».

b) Le secteur informel

Quelle est la frontière entre le secteur domestique non payé et le travail domestique du secteur informel ? En ville le secteur informel est la seule alternative au mariage pour les femmes. Elles commercialisent leurs compétences domestiques : la relation sexuelle, le travail domestique, la fabrication de la bière et la garde des enfants (NELSON, 1979). Certes le secteur informel peut être à la fois une proto-prolétarianisation et un champ d'accumulation. Reste à savoir tout de même où se situe la prostitution (WHITE, 1983 ; NELSON, 1979 : 299-300) ?

c) Travail domestique et garde d'enfants

Évidemment ces activités sont les plus « naturellement » féminines. Mais si l'on prend une perspective historique on s'aperçoit que le travail domestique salarié a souvent été à ses origines coloniales un privilège masculin. C'était le cas au Kenya jusque dans les années 1950, comme dans les provinces du Natal ou du Transvaal en Afrique du Sud jusqu'en 1945 (GAITSKELL, KIMBLE, MACONACHIE,

UNTERHALTER, 1983). La prolétarianisation peut donc suivre une évolution qui exclut la proto-prolétarianisation féminine tant que celle-ci reste subordonnée à une fonction uniquement reproductrice du groupe domestique. Il est d'ailleurs symptomatique que le seul métier relativement bien payé et légal (avant 1950) au Kenya pour les femmes était celui de nurse (STICHTER, 1977). Une certaine activité syndicale agitait ce métier, il est vrai. La garde des enfants est au cœur de la dépendance féminine. Elle n'interdit pas l'emploi salarié ou commercial. Mais les stratifications sociales se reproduisent ici par le biais du recours différentiel à la famille étendue ou à une garde salariée (même si elle est très peu coûteuse) (LEWIS, 1982). La circulation des enfants dans la sphère familiale ne résout pas tous les problèmes dans la mesure où l'un des éléments de la proto-prolétarianisation féminine est justement sa séparation d'avec les relations de reproduction sociale. Ici peut s'embrancher le travail des enfants mais nous n'avons aucun élément pour décrire ce dernier segment du marché du travail.

Les politiques de la production : de la surexploitation domestique à la régulation étatique (11)

ELSON et PEARSON (1984) nous signalent que selon K. Marx la femme n'est pas une force de travail libre : les obligations du travail «domestique» lui assignent une place secondaire sur le marché du travail. Il s'agit là d'une surexploitation. Trois tendances se font jour dans son évolution : soit il y a une aggravation des formes de subordination, soit il y a décomposition, soit il y a une recomposition de nouvelles formes. Cette recomposition peut être également, selon nous une *accumulation* de relations de subordination. De toutes les manières c'est un phénomène à observer sur la longue durée. L'extension et la préparation de la surexploitation se font au sein du mode de production domestique et du groupe domestique. Pas exclusivement toutefois puisqu'il existe des migrations féminines (voir OBBO, 1980). L'apprentissage culturel de cette surexploitation est déterminé par le paternalisme sexuel et domestique. L'expression de proto-prolétarianisation a donc bien un sens synchronique puisqu'il s'agit d'une prolétarianisation au sein même des rapports domestiques et que celle-ci peut finir par se reproduire de façon quasi autonome.

La prolétarianisation prend ainsi une dimension plus complexe puisque le rapport au marché du travail salarié ou monétaire, la séparation d'avec les modes de reproduction produisent simultanément une recomposition des rapports entre hommes, femmes et enfants. Quel que soit l'objet d'analyse choisi : les mécanismes migratoires, le secteur informel, le salariat, le travail féminin, les relations aînés-cadets, il faut chaque fois dévoiler l'ensemble des mécanismes dits domestiques. La sous-estimation théorique du travail des femmes (comme celui des enfants probablement) a interdit de mesurer le degré exact de l'exploitation masculine. Le champ de manœuvre offert par la dépendance féminine et les potentialités domestiques relativise les stratégies d'adaptation au salariat et au non-salariat. Certes il existe des groupes entiers d'hommes, et de femmes, qui connaissent une séparation totale avec l'autre bout de la chaîne. Il est certain que la prolétarianisation produit *aussi* du prolétariat, essentiellement masculin, marginalement féminin. Il existe des travailleurs démunis au sens que leur donne MEILLASSOUX. Mais en insistant sur la simultanéité de plusieurs niveaux et relations de prolétarianisation nous dépassons le typologisme ou l'évolutionnisme implicite de nos premières analyses.

La variation historique et empirique que valorise cette nouvelle approche devient alors un instrument méthodologique positif. On peut même estimer que la perspective comparatiste s'en porte mieux puisque l'économie mondiale, au sens symbolique peut-être, se trouve ainsi présente jusqu'au tréfonds des rapports domestiques. Le genre féminin n'est plus simplement un nouveau continent à

découvrir et que nous laisserions par politesse et mauvaise (in)conscience, à nos consœurs chercheuses en quête de notoriété scientifique. Il est admis comme un élément de première importance dans l'explication de tout phénomène de changement social.

Il me faut néanmoins, pour conclure sur la prolétarianisation et la proto-prolétarianisation, revenir sur la question du salariat lui-même. Reprenons en quelque sorte, dans la topologie courante du langage des sciences sociales les choses par le haut. Finalement il apparaît également fort mal connu. Le hors-travail et le hors-salaire (mais le non-domestique) ont accaparé l'attention. Il est certain que l'extrême division du travail au sein du capitalisme *développé* a métamorphosé le hors-salaire à cause de la mainmise du capital sur *tous* les moyens de production. Par contre, le capitalisme périphérique et notamment africain semble démontrer qu'il y a des formes alternatives (mais certainement pas équivalentes lorsque mesurées par leurs effets sur la productivité du travail) au niveau de l'accumulation du capital, de la circulation des marchandises et des biens, et de l'exploitation de la force de travail. C'est moins la position périphérique et dépendante qui explique cela que la domination et l'extension des modes de régulation domestique et « informels » d'une part et la nature et le rôle de l'État de l'autre. Même un économiste comme A. LIPIETZ peut écrire (1985 : 19) : « le développement du capitalisme dans chaque pays est d'abord et avant tout le résultat de luttes de classes internes, résultant en ébauches de régimes d'accumulation consolidés par des formes de régulation adossées à l'État local ».

Paradoxalement l'histoire de l'État occidental est aussi celle d'une certaine autonomie par rapport aux classes dominantes. En Afrique Noire l'État-Nation est à la fois trop récent et trop externe pour avoir pu susciter un pouvoir économique bourgeois et donc un contre-pouvoir prolétarien. Au contraire de G. HYDEN (1983), nous pensons qu'il s'agit là d'une spécificité et non pas d'un manque par rapport à un véritable modèle. Dans la mesure où l'État-Nation se construit pour d'autres finalités que bureaucratiques, c'est-à-dire juridiques, régulatrices, et économiques, il reproduit malgré lui l'état clientéliste-prédateur-paternaliste des époques précoloniales et coloniales.

Le contrôle social, idéologique et politique de l'État ne peut porter sur le seul prolétariat. Il doit même en toute logique de maintien de l'ordre porter d'abord sur les modes domestiques et informels. On comprend que par définition le prolétariat attende presque tout de l'État-patron et de l'État-arbitre. Mais rien ou presque rien n'en provient en fin de compte. L'État-providence n'existe pas encore pour le prolétariat africain. Dans ces conditions la reproduction élargie de ce dernier est problématique d'autant que le développement est « en panne ». Reproduisant de plus en plus difficilement les bases arrières, rurales et domestiques de sa pérennité, incapable de placer l'État devant ses responsabilités historiques, le prolétariat voit son destin lui échapper et sa conscience de classe s'embourber dans le populisme. Mais où est donc passé le moteur de la lutte des classes ?

Manuscrit accepté par le Comité de Rédaction le 14 octobre 1986

BIBLIOGRAPHIE

- African women south of the Sahara, 1984. — Eds. Margaret J. Hay and Sharon Stichter, Longman, London, 225 p.
- BATES (R.), 1983. — Essays on the political economy of Rural Africa. Cambridge University Press, Cambridge, 178 p.
- BATES (R.), 1986. — Political Economy of maize crisis in Kenya. SAIS Conference «Kenya 1986», 11-12 avril, Washington, 131 p. *multigr.*
- BEINART (W.). 1980. — Labour migrancy and rural production : Pondoland C 1900-1950, in Black Villagers in an Industrial Society — Anthropological perspectives on Labour Migration in South Africa. Ed. Ph. Mayer, Oxford University Press, Oxford : 81-118.
- BURAWOY (M.), 1985. — The politics of production. Verso, London.
- Capitalisme négrier. La marche des pays envers le prolétariat. Études présentées par P. Ph. Rey, F. Maspero, Paris, 211 p.
- CHEGE (M.), 1986. — The political economy of Agrarian change in Central Kenya, SAIS Conference «Kenya 1986», 11-12 avril, Washington, 41 p. *multigr.*
- Les classes ouvrières d'Afrique Noire, 1987. — Sous la direction de M. Agier, J. Copans, A. Morice, Karthala, Paris.
- CONNELL (R. W.), 1984. — Class formation on a world scale. *Review*, VII, 3, Winter : 407-440.
- COPANS (J.), 1981. — La nouvelle division internationale du travail et le Sahel des années 1970. *Travail, Capital et Société*, vol. 14, 2 : 6-28.
- COPANS (J.), 1986 a. — Remarques sur la nature du salariat en Afrique Noire. *Carnets des Ateliers de Recherche*, 7 : 7-29 (version anglaise, «The African working classes : proletarianisation, informal sector, wage labour and the reproduction of class structure» 1985, *Bulletin de Liaison — CREDU*, 16 : 27-41).
- COPANS (J.), 1986 b. — Mode de production, formation sociale ou groupe ethnique : quelques leçons de l'anthropologie marxiste française. *Revue Canadienne des Études Africaines* (à paraître).
- COPANS (J.), 1986 c. — Les modèles marxistes en anthropologie économique française : prêt-à-porter ou haute couture? *Cahiers Internationaux de Sociologie* (à paraître).
- COPANS (J.), 1986 d. — L'Afrique du Sud : pourquoi pas? *Les Temps Modernes*, 479-480-481, juin-juillet-août.
- COPANS (J.), 1986 e. — The new old questions about State, markets and peasants. A French view of an anglophone discussion. 9th SAUCC, «The Food question in Southern Africa», 2-5 juin, Dar-es-Salaam, 35 p. *multigr.*
- COURLET (Cl.), 1985. — Industrialisation et différenciation des formes d'emploi dans les pays semi-industrialisés. *Carnets des Ateliers de Recherche*, 5 : 65-107.
- COWEN (M.), 1981. — The agrarian problem : notes on the Nairobi discussion. *Review of African Political Economy*, 20 : 57-73.
- ELSON (D.) and PEARSON (R.), 1984. — Nimble fingers make cheap worker : an analysis of

- women's employment in the Third World manufacturing; *in* : For a new Labour Internationalism. Ed. P. Waterman, ILERI, The Hague : 121-141 (article paru initialement en 1981).
- FELDMAN (R.), 1983. — Women's groups and women's subordination : an analysis of policies towards rural women in Kenya. *Review of African Political Economy*, 27-28 : 67-85.
- GAITSKELL (D.) *et al.*, 1983. — Class, Race and Gender : domestic worker's in South Africa. *Review of African Political Economy*, 27-28 : 86-108.
- GUYER (J. I.), 1984. — Women in the rural economy : contemporary variations; *in* : African women South of the Sahara. Eds. M. J. Hay and S. Stichter, Longman, London : 19-32.
- HART (K.), 1982. — The political economy of West African agriculture. Cambridge University Press, Cambridge, 226 p.
- HENN (J. T.), 1978. — Peasant, workers and capital : the political economy of labor and incomes in Cameroon. Harvard University, Ph. D. Dissertation.
- HENN (J. T.), 1985. — Economic ties between peasant and worker : the Beti woman's rural labor and the urban wage; *in* : Femmes du Cameroun, sous la direction de J.-Cl. Barbier, Karthala, Paris : 292-400.
- HYDEN (G.), 1983. — No shortcuts to Progress. Heinemann, London, 223 p.
- JOHNSON (G. E.) and WHITELOW (W. E.), 1974. — Urban-rural transfers in Kenya : an estimated-remittances function. *Economic Development and Cultural Change*, vol 22, 3 : 473-478.
- KITCHING (G.), 1980. — Class and Economic Change in Kenya. The making of an African petite-bourgeoisie. Yale University Press, New Haven, 479 p.
- LÉON (P.), 1970. — Morcellement et émergence du monde ouvrier; *in* : E. Labrousse *et al.* (sous la direction de), Histoire économique et sociale de la France, Tome II, Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel (1660-1789). P.U.F., Paris : 651-689.
- LEWIS (B.), 1982. — Fertility and Employment : an assessment of Role incompatibility among African urban women; *in* : Women and work in Africa. Ed. E. Bay, Westview Press, Boulder : 249-276.
- LEWIS (B.). — The impact of development policies on women; *in* : African women south of the Sahara. Eds. M. J. Hay and S. Stichter, Longman, London : 170-187.
- LIPIETZ (A.), 1985. — Mirages et miracles, Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde. La Découverte, Paris, 189 p.
- MARIE (A.), 1981. — Marginalité et conditions sociales du prolétariat urbain en Afrique. Les approches du concept de marginalité et son évaluation critique. *Cahiers d'Études Africaines*, XXI, 1-3, 81-83 : 347-374.
- MÉDARD (A. A.), 1983. — Les Associations féminines au Kenya. Mémoire I.E.P., Bordeaux I, 72 p., annexes.
- MEILLASSOUX (Cl.), 1986. — La crise néo-coloniale; *in* : Afrique plurielle, Afrique actuelle — Hommage à G. Balandier. Karthala, Paris : 81-89.
- MUNCK (R.), 1986. — Third World Workers and the new international labour studies. London, Zed Press.
- NELSON (N.), 1979. — Now women and men get by : the sexual division of labour in the informal sector of a Nairobi squatter settlement; *in* : Casual work and poverty in Third World Cities. Eds. R. Bromley and C. Gerry, J. Wiley and Sons, Chichester : 283-302.

- OBBO (C.), 1980. — African women — their struggle for economic independence. Zed Press, London, 164 p.
- OUCHO (J.) and MUKRAS (M. S.), 1983. — Migration transfers and rural development : a case study for Kenya. University of Nairobi, Nairobi, Mimeo.
- RENDRA (W. S.), 1980. — State of Emergency. Wild and Wooley, Sydney.
- SANDBROOK (R.), 1982. — The politics of basic needs. Urban aspects of assaulting poverty in Africa. Heinemann, London, 250 p.
- SPIEGEL (A.), 1980. — Rural differentiation and the diffusion of migrant labour remittances in Lesotho; *in* : Black villagers in an industrial society. Ed. Ph. Mayer, Oxford University Press, Oxford : 109-168.
- STICHTER (Sh.), 1977. — Women and the labour force in Kenya, 1895-1964 — IDS, Discussion Paper n° 258, 26 p.
- STICHTER (Sh.), 1982. — Migrant labour in Kenya, Capitalism and African response 1895-1975. Longman, London, 210 p.
- STREN (R.), 1985. — L'État au risque de la ville. *Politique Africaine*, 17 : 74-87.
- STREN (R.), 1986. — La ruralisation des villes africaines : l'art de vivre pauvrement. Project Ecoville, working paper n° 34, Institute for Environmental studies, 33 p.
- TORTENSEN (A.), 1986. — Between shamba and factory — preliminary results from a study of oscillatory labour migration in Kenya. IDS, Discussion Paper n° 423, 26 p. *multigr.*
- Travail, Industries et Classes ouvrières, 1986. — Sous la direction de B. Bernier et J. Copans, *Anthropologie et Sociétés*, vol. 10, 1.
- WHITE (L.), 1983. — A colonial state and an African petty bourgeoisie : prostitution, property, and class struggle in Nairobi, 1936-1940; *in* : Struggle for the City : migrant labor, capital and the state in urban Africa. Ed. F. Cooper, Sage Publications, Beverly Hills : 167-194.
- WHITE (L.), 1984. — Women in the changing African family; *in* : African women south of the Sahara. Eds. M. J. Hay and S. Stichter, Longman, London : 53-68.
- Women and work in Africa, 1982. — Ed. E. G. Bay, Westview Press, Boulder, 310 p.
- Women, Men and the International Division of Labour, 1983. — Eds. J. Nash and P. Fernandez-Kelly, State University of New York Press, Albany, 461 p.

Notes

- (1) Il s'agit d'un poète indonésien auteur de *State of Emergency* d'où est tiré cet extrait (RENDRA, 1980).
- (2) Il reste toutefois le travail des enfants à propos duquel la littérature française est très silencieuse. Même R. MUNCK dans son panorama récent n'aborde pas vraiment la question à l'échelle du Tiers-Monde.
- (3) Je pense tout naturellement au Kenya d'où j'écris ces lignes. Voir au cours du texte les références de base pour notre propos.
- (4) On aura une idée de ces réalités en lisant les synthèses de S. STICHTER (1977 ; 1982) ou de G. KITCHING (1980) sur l'économie agraire du Kenya et sur les migrations au Kenya depuis le début du siècle. Voir aussi J. GUYER (1984).
- (5) Rappelons que le Kenya connaît le taux d'accroissement démographique le plus élevé du monde (plus de 3,5 % par an) et que les terres cultivables actuellement ne couvrent que 18 % d'un territoire grand comme la France.
- (6) P. Ph. REY dans *Capitalisme négrier* (1976) avait bien introduit son livre sur une présentation politique, confortée ensuite par une introduction théorique qui soulevaient la question de la lutte des classes dans la migration. Le sous-titre du livre était d'ailleurs «La Marche des paysans vers le prolétariat». Les femmes étaient largement absentes de cette problématique.
- (7) Il convient en un premier temps du moins, d'examiner les formes spécifiques de cette surexploitation féminine qui se marque également par la faiblesse numérique des femmes dans les secteurs salariés ou informels. Mais c'est avant tout le caractère domestique indissociable des autres formes (supplémentaires) d'exploitation qui nous oblige à distinguer théoriquement — et provisoirement — cette proto-prolétarianisation.
- (8) «C'est-à-dire une *caricature* de fordisme; une tentative d'industrialisation selon la technologie et le modèle de consommation fordien, mais *sans* les conditions sociales ni du côté du procès de travail ni du côté de la norme de consommation des masses.» (LIPIEZ, 1985 : 58.)
- (9) C'est ainsi que j'ai traduit le terme de *household*.
- (10) J. T. HENN explique très clairement comment une augmentation des salaires urbains ne peut que contribuer à l'augmentation de la production agricole vivrière contrairement à l'opinion courante (1985 : 399-400).
- (11) Nous reprenons l'expression à M. BURAWOY (1985) qui évoque, en se restreignant à l'entreprise, les appareils politiques et idéologiques de la production qui régulent les relations de production proprement dites. En élargissant le champ d'application de ce concept nous détachons le mode domestique de ses connotations habituellement non-politiques.